Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Dechets-nucleaires-un-nouveau-plan

7 juin 2010

Déchets nucléaires : un nouveau "plan de gestion" qui enterre le problème

• Le nouveau "plan de gestion national des déchets radioactifs" (PNGMDR) maquille leur dangerosité réelle.
• Il escamote l'opposition des populations à l'enfouissement des déchets radioactifs.
• Il propose une "solution" totalement illusoire pour gérer les déchets nucléaires.
• Il oublie la question prioritaire : peut-on continuer à produire des déchets nucléaires ?

Pour le Réseau "Sortir du nucléaire", le deuxième Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs (PNGMDR) présenté le vendredi 4 juin 2010 est un magistral exercice d'enfouissement... de l'information. Le nouveau plan de gestion des déchets nucléaires se veut rassurant, alors que la filière électronucléaire est engagée dans une impasse majeure.

Pour reprendre les mots du célèbre philosophe et sociologue Ulrich Beck à propos du nucléaire, "les acteurs qui sont censés garantir la sécurité et la rationalité - l'Etat, la science et l'industrie – […] exhortent la population à monter à bord d'un avion pour lequel aucune piste d'atterrissage n'a été construite à ce jour." (1)

Un "plan de gestion" qui maquille la dangerosité réelle des déchets nucléaires :

Le PNGMDR emploie des définitions qui relèvent de l'escroquerie intellectuelle, et sont dénuées de tout fondement scientifique (2). Il qualifie ainsi de déchets "à vie longue" ceux dont la période physique est supérieure... à 31 ans ! Cette durée arbitraire, qui paraît anodine, est sans comparaison avec la période réelle de la plupart des déchets radioactifs : celle du plutonium-239 est de 24 390 ans, celle du radium-226 de 1600 ans, celle du chlore-36 de 302 000 ans, celle de l'uranium-235 de 710 millions d'années, et caetera.

Un "plan de gestion" qui escamote l'opposition des populations :

En 2008 et 2009, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a essuyé un

véritable échec dans sa recherche d'un site où enfouir les déchets radioactifs dits "FAVL" ("de Faible Activité à Vie Longue"). Les deux communes (Auxon et Pars-lès-Chavanges, dans l'Aube) retenues par l'Andra se sont désistées sous la pression citoyenne.

Le PNGMDR parle de "nouvelle concertation", de "transparence", d' "exemplarité", de "principe de volontariat des territoires". En contradiction avec ces belles affirmations, il évite pourtant toute évocation de l'ampleur et des raisons de l'opposition rencontrée. Entre les lignes, on voit évoluer la stratégie de l'État : le PNGMDR prévoit en effet un entreposage provisoire des déchets FAVL à Morvilliers (Aube) où se trouve déjà un site de stockage de déchets dits "TFA" ("de Très Faible Activité"). Cet entreposage provisoire donne du temps à l'Andra, qui se prépare aujourd'hui à relancer ses démarches pour trouver un site d'enfouissement d'ici à 2012, sous couvert d'une soi-disant "concertation". (3)

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle donc à nouveau à la plus grande vigilance et à la mobilisation des populations dans les secteurs concernés, principalement dans l'Aube, la Meuse et la Haute-Marne.

Un "plan de gestion" qui promeut une "solution" totalement illusoire :

L'homme est totalement impuissant face à la radioactivité des déchets nucléaires, car il est impossible de la réduire artificiellement. Seul le temps permet que la radioactivité des déchets nucléaires décroisse, dans la plupart des cas sur une durée de plusieurs centaines de milliers d'années au minimum. Une éternité à l'échelle humaine...

Stocker les déchets en surface ou sous terre, ce n'est rien d'autre qu'essayer de les "isoler" pour retarder le moment où la radioactivité fuira hors du stockage, en espérant qu'elle aura alors suffisamment baissé. Le triste exemple des centres d'entreposage de la Manche (4) et de Soulaines démontre que la radioactivité contamine l'environnement après seulement quelques années de stockage en surface !

En 2008 et 2009, le scandale du site allemand d'Asse II (5) a montré à quel point l'enfouissement des déchets en couche géologique profonde est un pari d'apprenti sorcier. Aucun scientifique ne peut sérieusement garantir la stabilité d'un sous-sol sur des dizaines ou des centaines de milliers d'années.

Pour faire passer la pilule de l'enfouissement des déchets nucléaires les plus dangereux (6), prévu sur le site de Bure, le PNGMDR fait la promotion de la soi-disant "réversibilité" du stockage. La "réversibilité" va fait l'objet de la future de loi de 2015 qui débouchera sur l'autorisation de création du site d'enfouissement en Meuse/Haute-Marne. Un comble, puisque le centre est conçu par l'Andra pour être bouclé définitivement au bout de 100 ans : il sera alors définitivement impossible de récupérer les déchets enfouis, même en cas de danger.

Le PNGMDR : une "vision d'ensemble" frappée de cécité

Les ministères et l'Autorité de Sûreté du Nucléaire se félicitent : "le PNGMDR permet de développer une vision d'ensemble de la gestion des matières et déchets radioactifs". Cette "vision d'ensemble" ferme pourtant les yeux sur la question prioritaire : peut-on se permettre de continuer à produire des déchets nucléaires ?

Le fonctionnement et le démantèlement des centrales nucléaires ne peuvent qu'augmenter la masse considérable des déchets radioactifs à stocker. Conséquence inévitable : une multiplication des sites

de stockage sur le territoire français, et un accroissement de leur dramatique impact sanitaire et environnemental. Mais le PNGMDR se garde bien d'évoquer cette "gangrène nucléaire" du territoire national.

Stocker et enterrer les déchets nucléaires, ce n'est que repousser de quelques décennies le problème majeur qu'ils posent. La seule véritable solution est d'arrêter de produire ces déchets. Pour le Réseau "Sortir du nucléaire", c'est donc à l'élaboration d'un "plan national de sortie du nucléaire" que l'État doit s'atteler au plus vite, au lieu de prétendre gérer les déchets toxiques de cette industrie.

Contact presse :

Corinne FRANCOIS : 06 86 74 85 11

Notes :

(1) "Le danger nucléaire escamoté", Le Monde, 7 août 2008

(2) Définitions extraites du document "Conférence de presse du 4 juin 2010 : Classification et mode gestion des déchets" : Vie Très Courte (période < 100 jours), Vie Courte (période < 31 ans), Vie Longue (période > 31 ans).

(3) Le 4 juin 2010, Marie-Claude Dupuis, directrice générale de l'Andra, a déclaré à l'AFP : ''Grâce au laps de temps que le gouvernement nous octroie nous allons reprendre les choses calmement. On va débuter par la concertation locale avant d'entamer des reconnaissances géologiques plus précises''.

(4) France 3 Normandie, mardi 10 juin 2008.

(5) "Scandaleuse contamination radioactive en Allemagne", revue Sortir du nucléaire n°40, novembre 2008

(6) Il s'agit des déchets dits "HMVAL", c'est-à-dire "de Haute et Moyenne Activité à Vie Longue".